

canadiennes vers une trentaine de pays ayant bénéficié de mesures de rééchelonnement avaient baissé de 40 p. 100 en 1983 par rapport à leur niveau de 1981. Il a soutenu que les exportations du Canada au Mexique, au Brésil et à l'Argentine avaient baissé respectivement de 50, 12 et 55 p. 100. Établissant une équation selon laquelle 100 millions de dollars d'exportations équivalent à environ 3 500 emplois, il a calculé que la perte de 1,5 milliard de dollars d'exportations directes vers le Tiers monde subie par le Canada au cours de cette période de deux ans pourrait avoir causé la disparition d'environ 50 000 emplois nationaux. Il est très difficile d'obtenir des données précises en ce domaine. L'Institut Nord-Sud, par exemple, estime que le Canada a perdu 1 milliard de dollars de ventes en Argentine, au Brésil, au Mexique et au Venezuela durant cette période. Par ailleurs, il n'est pas facile de connaître la part de ces pertes qui est directement attribuable aux difficultés des pays en développement endettés, plutôt qu'à d'autres facteurs économiques ou commerciaux. Quoi qu'il en soit, la chute de la demande dans les pays du Tiers monde a indéniablement eu des effets négatifs sur le volume des échanges.

Les exportations canadiennes ont également subi des retombées indirectes considérables. La diminution des exportations d'autres pays de l'OCDE en direction du Tiers monde a incité ces pays à réduire leurs achats de produits de base et de composants canadiens servant à la fabrication de leurs produits d'exportation. Pour donner une idée plus exacte de ce phénomène, précisons qu'en 1984, la seule diminution des exportations américaines vers l'Amérique latine aurait entraîné, selon les estimations, la disparition de 440 000 emplois aux États-Unis.

En outre, la concurrence entre exportateurs est en général plus vive. Les pays en développement, qui ont un pressant besoin de devises, ont réduit leurs prix pour accroître leurs ventes à l'étranger. Par conséquent, les producteurs canadiens de produits de base ont été gravement touchés par la concurrence des pays du Tiers monde sur les marchés d'exportations.

Les répercussions sur les pays débiteurs démocratiques

La crise de l'endettement du Tiers monde comporte également des dangers politiques. Depuis quelques années, un certain nombre de gouvernements militaires du Tiers monde ont été renversés par des régimes élus par voie démocratique. En Amérique latine par exemple, l'Uruguay, l'Argentine, le Brésil, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie ont rétabli la démocratie et ont tenu des élections libres. Nombre de ces pays sont lourdement endettés, en partie à cause des politiques inadéquates des dirigeants précédents. En Argentine, par exemple, le gouvernement démocratique doit assurer le service des dettes exorbitantes contractées par les anciens régimes à des fins principalement militaires, et non pour bâtir une infrastructure économique productive.

Les populations de ces pays ont, tout naturellement, plus d'attentes économiques et sociales à l'endroit de leur nouveau gouvernement élu. Ainsi, lorsque leurs dirigeants leur demandent d'appuyer les mesures résultant des programmes d'austérité du FMI, elles s'attendent à en voir les résultats au bout d'une année ou deux. Mais elles ont la surprise de constater, au contraire que leur revenu réel diminue et que le taux de chômage augmente. La décennie des années quatre-vingt est déjà qualifiée de «décennie perdue» en ce qui concerne la croissance